

3) Encourager des recherches sur l'élaboration des politiques

Il est essentiel que les décideurs comprennent mieux les avantages et les limites du renforcement de la confiance pour faire l'usage le plus productif possible de cette démarche de gestion de la sécurité, et qu'ils ne se désillusionnent pas si la démarche est mal appliquée. Favoriser cette attitude exige que l'on consacre au renforcement de la confiance plus de recherches pertinentes du point de vue de l'élaboration des politiques. Ces recherches devraient englober à la fois des études de cas sur les nouvelles applications — tant dans de nouvelles régions du monde que dans de nouveaux secteurs thématiques — ainsi que des études génériques du processus lui-même. Analystes et décideurs publics, surtout dans divers contextes régionaux, doivent collaborer pour que l'explication du renforcement de la confiance soit cohérente du point de vue des politiques publiques et exprime avec exactitude ce qui se passe vraiment lorsque le processus réussit. La doctrine de transformation fait ressortir certaines des questions qui devraient intéresser analystes et décideurs œuvrant dans ce but.

4) Comprendre l'importance des conditions favorables et les stimuler le plus possible

L'une des conséquences importantes de la doctrine de transformation, sur le plan des politiques publiques, est la nécessité de bien juger quand sont réunies les conditions susceptibles d'appuyer les efforts de renforcement de la confiance. En imposant ou encourageant le renforcement de la confiance avant que les participants ne soient prêts, on a peu de chance d'obtenir des résultats positifs. Et certaines conditions indispensables sont peut-être plus faciles à favoriser que d'autres. Un corollaire de l'importance de ces conditions favorables et de notre aptitude limitée à en favoriser certaines est que le moment des initiatives de renforcement de la confiance est un facteur primordial. On ne doit pas considérer le renforcement de la confiance comme une panacée qui permettrait

d'améliorer des relations de sécurité antagoniques avant que les parties ne soient vraiment prêtes à un changement constructif.

5) Favoriser la création de groupes d'experts et de tribunes de débat

Autre conséquence non négligeable de la doctrine de transformation, toujours du point de vue de l'élaboration des politiques : la nécessité pour les parties intéressées de stimuler la création de communautés épistémiques, auxquelles il sera crucial d'intégrer des représentants des gouvernements ainsi que des forces militaires et de la défense. Il semble que la présence d'une communauté épistémique transnationale efficace soit un facteur extrêmement positif pour lancer et structurer le processus de renforcement de la confiance. Un groupe d'experts réputés pourrait fournir aux décideurs publics intéressés qui sont mécontents du statu quo des relations de sécurité une lecture originale et utile du « problème », de façon à l'aborder sous un angle prometteur. Favoriser l'éclosion de tels groupes d'experts nationaux et régionaux pourrait aussi aider les décideurs à reconnaître les signes précurseurs du désenchantement que suscite le statu quo des relations de sécurité et, par là-même, en stimulant l'apparition d'une communauté épistémique, pourrait contribuer indirectement à l'émergence d'autres conditions favorables.

Groupes d'experts et agents gouvernementaux ont cependant besoin de tribunes adéquates — formelles et informelles — de débat et d'interaction. Cela constitue une autre des conditions favorables sur lesquelles on (c'est-à-dire les participants éventuels ou de tierces parties intéressées) devrait pouvoir exercer une influence bénéfique.

6) Assurer un rôle aux tierces parties intéressées

Les tierces parties ont un rôle spécial à jouer, surtout pour favoriser l'éclosion de véritables communautés épistémiques. Des organisations internationales comme les Nations unies, des instituts de recherche et